

COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE L'INFORMATION

....., le .....

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

Alg :  
- Numéro d'archives: ST 1837

- Titre: Négociations ACP / CEE pour le renouvellement de la Convention de Lomé ("Lomé III").

- Source: Luxembourg, Plateau du Kirchberg, 6-7 octobre 1983.  
= CCE. - 16 mm. Neg. 3 min. - Quet.

- Résumé: (Ouverture des négociations entre les 64 pays ACP et les 10 pays membres de la CE pour le renouvellement de la convention du 31 octobre 1979, qui vient à expiration le 28 février 1985)

Salle et participants: plan général puis  
GP s/ différentes délégations (France, Irlande,  
Grande-Bretagne, Pays-Bas). Table de la  
présidence: N. Charalambopoulos, ministre  
des affaires étrangères de Grèce, président en  
exercice du Conseil <sup>des ministres</sup> des CE - N. Pisani, membre  
de la Commission des CE chargé du développement -  
N. Mogwe, ministre des relations extérieures du  
Botswana, président en exercice du Conseil des  
ministres des pays ACP.

- Classification:

Charalambopoulos, Y. (Grèce); Pisani, E. (CEE-Fra);  
Mogwe, A. (Bot); Sy, S.O. (Sen); Rodrigues, F. (Moc)

Relations extérieures: CEE/ACP - négociations

SUCCESION DES PLANS

N°	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
1	23"	plan d'une tribune + panorama sur Ambonadun R. S. du Sénégal
2	16"	déligués du Nigeria
3	9"	" " du MOZAMBIQUE R. Franca
5		R. D. R. G. U. E.
4	10"	plan général de la salle + Plans sur le plafond
5	15"	Président du Conseil R. H. A. A. L. A. M. B. O. P. O. U. L. O. S.
6	23"	" " de A. C. P. R. D. O. G. A. W. E.
7	7"	Parlementaire IRLANDAIS
8	4"	" " FRANCE
9	13"	Nerlandais + Plans sur
10	12"	déligués Irlandaise
11	20"	" " U. K.
12	20"	R. P. S. O. N. I. + Grec R. H. A. A. L. A. M. B. O. P. O. U. L. O. S.
13		+ R. D. R. G. U. E.
14	20"	plan général de la table des Présidents
15		et inauguration de la séance
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		

Observations :

Date : 17-11-81

Paraphe : *[Signature]*

Titre provisoire :

Ouverture Convention Lemo' III

Lieu de tournage :

LuxembourgDate : 6/12/10 - 83

Origine :

CE

©

MATERIEL DE BASE										BOITE N°
Image	(16)	35	(Neg)	Rev	CRI	Intneg	Pos	N&BL	Min:	3'
Son	Muet	sync	Dial:	Min :		Amb Min :				
	Sepmag 16	17,5	Min:	Commag Min :		BL Min:				
Observation :										
MATERIEL ADDITIONNEL			Boite n°	Min	MATERIEL ADDITIONNEL			Boite N°	Min	
Positif				3'						
Observation										

N° de fiche : .....

N° d'archives : .....

Titre : .....

Source : .....

Résumé : .....

Classification : .....

TITRE(S) : Ouverture Convention LOME III

commande n° 342 / 83

DESTINATION : **Médiathèque**

production n° 262 / 83 /

DATE: 6/7 - 10 - 83

LIEU : **Luxembourg**

budget ref : 2720/ 113.02

HEURE DEPART : 6 - 9h00

HEURE RETOUR : 7h à 18h00

n° médiathèque : ST-1837

RESPONSABLE CCE : T. THOMAS

EQUIPE DE TOURNAGE : ART 7	Decompte (jour)	Estimation B Fr	facturation B Fr
1 cam	2	12.428	
1 son	2	10.500	
1 écl.	2	8.390	

EQUIPEMENT : ART 4	C91	CCE		
film		X		

MATERIEL CONSOMMABLE : ART 6	C91	CCE		consommation
2 x 120 m 7247/7293		x		

DEPLACEMENT/SEJOUR : ANNEXE 2	Estimation	calcul
3 x 2500 x 2 15.000 (moins 1 unit)	15.000	
40 km à 10 FB	6.400	

SERVICES ADDITIONNELS : ART 11	Devis	facturation
Location objectif	500	
transport d'urgence Luxembourg-Hadeko et retour pour I.E.		

TRAVAUX LABORATOIRE/CONTRAT HADEKO	Estimation	facture
neg + rush		
+ 1 copie étalonnée		

nombre de pièces justificatives

Le Responsable F. DAFFIX

Date : 5.10.83

Contrôle qualité \_\_\_\_\_ pour C91 \_\_\_\_\_ pour CCE \_\_\_\_\_

## COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

N° de PRODUCTION : 263/83

GROUPE DU PORTE-PAROLE

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, Bruxelles 1049 - tél. 736 60 00

## RAPPORT DE TOURNAGE

- Production

Sujet : ACP / CEE

Date : 6 et 7 octobre 83 Lieu : LUXEMBOURG / KIRCHBERG

Réalisateur : Images : G. GARLICK Son : VANESSE Lumière :

Couverture extérieure :

Pellicule utilisée : Longueur : Développement :

Son : Bande-Cassette-Pisté Vitesse 9.5 - 19 - 38 cm/sec Fréq. Sync. : 50-60 Hz

Documentation jointe :

N° Bob Image	Description complète des plans	CLAP	DURÉE	N° Bob Son
1	Ambiance hémicycle non sync Discours psdt (grec) Discours psdt ACP (ou anglais)	MICRO DÉBUT 2 CLAPS MICROS DÉBUT	2' 1'30" 4'30"	1
2	Liaison psdt → Pisani Discours Pisani début → "favoriser l'émergence des solutions nécessaires" Discours Pisani suite "l'aide relevant de la convention ne représente → "la prévisibilité et la neutralité" Discours Pisani suite "dans cette mutation le spectre du monde" → "qui donc le fera ?"	3 CLAPS MICROS DÉBUT CLAP MICRO CLAP MICRO CLAP MICRO	30" 7' 1' 2'	
4	Discours Pisani suite "et si qqs doutes existent encore → besoin de 3 interlocuteurs Discours Pisani suite "il est bp + un instrument Discours Pisani suite "la Commission incline à penser que ... → tel que nous avons suggéré de ... Discours Pisani fin AMBIANCES RECEPTION non sync (ATHENES)	CLAP MICRO CLAP MICRO CLAP MICRO CLAP MICRO	30" 1'30" 2'15" 2x 1'	2
3	AMBIANCE EXT KIRCHBERG + arrivées voitures sync		1' + 1'	3
5	AMBIANCE Intérieure hémicycle		3'	3

Observations techniques : Bobines son 1 et 2 expédiées vers Hadeco au départ de Luxembourg

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur : Images : Son : Lumière :

## COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

N° de PRODUCTION : 263/83

GROUPE DU PORTE-PAROLE

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, Bruxelles 1049 - tél. 736 60 00

## RAPPORT DE TOURNAGE

- Production

Sujet : \_\_\_\_\_

Date : 6-7/10/83

Lieu : Luxembourg

Réalisateur : \_\_\_\_\_

Images : G. Garlick

Son : M. Vannoy

Lumière : J. Agost

Couverture extérieure : \_\_\_\_\_

Pellicule utilisée : 7293/7247

Longueur : \_\_\_\_\_

Développement : \_\_\_\_\_

Son : Bande-Cassette-Pisté

Vitesse 9.5 - 19 - 38 cm/sec

Fréq. Sync. 50-60 Hz

Documentation jointe : \_\_\_\_\_

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
1	- arrivées delegations ACP - délégués dans la salle - discours Président CEE - discours Président ACP - discours M. Pisani (f. 12 min 10 sec)	1
2	- Discours M. Pisani	
3	- Plans coupe salle - réception Athènes - Extérieurs KIRCHBERG - arrivées voitures delegations ACP	2
4	Discours Pisani (suite)	
5	Reunion ACP-CEE (Hémicycle) 7/10/83	3

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur :

Images :

Son :

Lumière :

OUVERTURE DES PROCEDURES POUR LE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION  
ACP CEE LUXEMBOURG LE 6.10.1983.  
DISCOURS DE MONSIEUR EDGARD PISANI, MEMBRE DE LA COMMISSION DES  
COMMUNAUTES EUROPEENNES.

NOTE PARTS OF SPEECH FILMED  
BRL ONE PAGE

Messieurs les Co-Présidents,  
Mesdames, Messieurs,

1. 2, 3. 4. 5. 9, 10, 14. 17 & 18.

A

Les circonstances dans lesquelles nous vivons sont trop difficiles, trop de personnalités trop éminentes sont venues de trop loin pour que la rencontre même n'exige pas une réflexion sur l'essentiel.

Le monde nous observe et apprécie un peu son propre destin à notre capacité de progresser.

Si nous échouons le dernier lieu de coopération collective créé disparaît.

Si nous venons à bout des obstacles, la preuve existe que le dialogue Nord-Sud n'est pas un rêve fou.

La Commission est, dans le cadre de directives préparées par elle, mais arrêtées par le Conseil des Ministres, chargée de négocier au nom de la Communauté. Le Président Gaston THORN attachait le plus grand prix à être présent lui-même à Luxembourg, pour manifester ainsi l'importance que la Commission accorde à cette négociation. Malheureusement empêché, il m'a chargé de le représenter, c'est donc à son extrême obligeance que je dois de parler au nom de la Commission. Je suis sensible au privilège qui m'échoit comme au devoir qui ainsi m'incombe. Parlant en son nom, je dirai quels sont à ses yeux :

- les objectifs concrets de la coopération ACP-CEE,
- l'évolution nécessaire et le bon usage des instruments de cette convention que par symbolique et par commodité, je ne débaptiserai pas,
- enfin, l'esprit du pacte qui lie et qui, si nous réussissons, continuera de lier les uns aux autres, soixante-treize et bientôt soixante-quinze Etats ainsi que la Communauté en tant que telle.

Mais je manquerai à l'idée que nous avons de la nature de nos relations politiques, culturelles, économiques, si je ne répondais dès à présent au propos que le Président Mogwe a tenu à Berlin le 22 septembre dernier : oui, cette négociation sera une véritable négociation, entre des partenaires égaux et libres de leurs engagements.

B

Et parce qu'elle sera libre, cette négociation sera difficile et contradictoire. Elle fera appel à la solidarité alors qu'il y a souvent dépendance objective, elle supposera l'existence d'un ordre international alors que tout est désordre et conflit.

L'histoire, l'amitié, l'habitude ne font pas tout et nous ne signerons pas parce que nous avons déjà signé ou parce que nous ne pouvons pas ne pas le faire, mais bien parce que notre intérêt nous y pousse.

Sans le droit de dire "non", en effet notre "oui" serait sans valeur.

Aussi bien cette négociation n'est-elle pas seulement l'occasion périodique de faire le point des choses entre pays ACP et pays d'Europe, de rectifier, corriger ça et là quelques données d'un contrat, elle est le lieu privilégié d'un débat fondamental dont la logique n'obéit pas à la fatalité du succès.

Introduisant ainsi le risque d'échec comme une des données de la négociation, je refuse l'accusation de pessimisme. Sauf à prendre ce risque, la Convention, élément exemplaire et perfectible de la relation Communauté-Tiers-Monde, cesserait de progresser pour s'abandonner finalement à la facilité de la gestion de l'acquis. Et pour finir, avec le temps, l'acquis lui-même serait vidé de substance.

Ainsi, le risque accepté d'un échec doit être considéré comme une ascèse en-dehors de laquelle nous ne pouvons ni vous, ni nous, progresser sur le chemin du développement et du dialogue Nord-Sud.

Cela dit, quelles seraient les conséquences d'une incapacité ou d'une impossibilité de parvenir à une bonne convention :

C

Disons-le sans détour :

L'échec ne serait pas la fin des européens, mais d'une certaine manière la fin de l'Europe, elle ne serait pas la fin des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, mais d'une autre manière, la fin de leurs espoirs de progrès dans une relation Nord-Sud dégagée des confrontations de l'Est et de l'Ouest.

En-celà, nos destins sont liés.



L'Europe qui n'est pas un Etat, qui n'en a, ni les ambitions, ni les forces, est contrainte à toujours justifier son existence par ses actes; elle n'existe que par les services qu'elle rend aux pays membres et à l'équilibre du monde. Nul ne contestera son existence si elle y réussit.

Mais l'Europe n'a de destin ni politique, ni économique, ni stratégique dans un monde dont l'existence s'organise autour de grandes puissances; si elle ne tisse pas avec le Tiers-Monde un rapport privilégié et positif.

Elle demeure une puissance commerciale peut-être, elle cesse d'être une réalité politique.

Tel est pour nous, européens, l'enjeu fondamental de cette négociation.

La Commission, négociateur de la Communauté, mais aussi, et comme par devoir d'état, médiateur, est prête afin de parvenir à une convention ambitieuse, c'est-à-dire répondant à l'état du monde, à favoriser l'émergence des solutions nécessaires.

Cette ambition est aussi celle du Parlement européen, et des gouvernements; cette ambition m'obligera parfois à dire que la voie sur laquelle on s'engage est contraire à l'intérêt de la Communauté, à l'esprit des traités qui la fondent, aux besoins essentiels de nos partenaires. Mais il faut bien préciser la nature des intérêts dont il s'agit.

Les intérêts chiffrables comptent, mais ils ne sont pas tout.

Dans un monde plus difficile qu'il ne l'a jamais été, confronté à l'une des crises économiques les plus graves de son histoire moderne, la Convention peut apparaître elle-même comme un élément essentiel et irremplaçable de stabilité et de sécurité ; de ce point de vue son existence est plus importante que son contenu, sa nature est plus déterminante que les moyens qu'elle rend disponibles.

Les ACP eux-mêmes savent parfaitement que dans l'effort global consenti par les pays de la Communauté européenne pour la coopération et le développement, l'aide relevant de la Convention ne représente que 10 % environ.

.../..

FILMED.  
7.00 min

ow 1

2

Ainsi, le caractère exemplaire de Lomé n'est pas dans l'ampleur des moyens financiers mis en oeuvre, mais dans le fait, irremplaçable, que la Convention, qui dans une démarche globale regroupe l'ensemble des instruments de la coopération, est acquise par une négociation prenant en compte l'unité du groupe ACP.

J'ai déjà eu l'occasion de dire à Kingston que cette unité est une réalité politique que la Communauté européenne ne pourrait et ne veut en aucune façon ébranler.

Ainsi, le renouvellement de la Convention apparaît-il comme une occasion exceptionnelle pour les pays ACP de négocier avec l'ensemble des pays de la Communauté un ordre économique interrégional fondé sur la durée, la prévisibilité et la neutralité. *en 2*.

Choix délibéré des partenaires européens, la neutralité de notre approche du développement est aussi une conséquence inéluctable de la durée dans laquelle s'inscrit cette politique : cette durée interdit toute approche idéologique.

En écoutant le discours du Président Mogwé à Berlin, j'ai été frappé du fait que la notion de durée n'apparaissait pas comme une donnée fondamentale de notre coopération. Et je me suis interrogé sur la signification que pourrait avoir une offre de la durée en-dehors d'une vision plus exigeante de nos rapports. Ni la permanence de la Convention, ni sa durée limitée ne sont en elles-mêmes ni bonnes ni mauvaises.

La permanence ne peut venir que comme le couronnement d'un accord profond sur la conception du développement, sur les priorités à long terme, sur une certaine approche de la coopération Nord-Sud, sur la manière de vivre et de travailler ensemble pour le mieux-être et l'épanouissement des hommes et des femmes qui composent nos communautés.

Faut-il à cet instant rappeler le constat dont la VIe CNUCED à Belgrade a été incapable de tirer les conclusions :

.../...

La crise que nous vivons n'est pas une simple crise d'ajustement, dans le temps, de facteurs divergents : c'est une crise structurelle, dont le monde sortira différent de ce qu'il était, avec une nouvelle répartition des richesses, des savoirs, des pouvoirs et des peuples.

Le spectre du monde devient plus accusé :

- les puissants sont encore plus puissants, ainsi les Etats-Unis, le Japon, l'URSS,
- certaines puissances anciennes, confrontées au double défi de la crise et de la concurrence internationale, fortes pourtant de leur histoire, de leur expérience et de leur connaissance du monde ont peine à se remobiliser pour s'imposer. C'est le cas de l'Europe.
- certaines nouvelles puissances émergent avec leurs contradictions et la fragilité de leurs nouvelles industries, c'est le Brésil, c'est le sud-est asiatique,
- mais certains Etats apparaissent comme les laissés-pour-compte de la nouvelle donne : les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique seront-ils les oubliés de la reprise qui au-delà de la crise semble s'annoncer.

Si l'Europe ne prend pas sa responsabilité dans les efforts à accomplir pour conforter, amplifier, étendre cette reprise aux pays du Tiers-Monde, qui le fera. Et si elle ne le fait pas, y participera-t-elle elle-même ? Par intérêt et par sensibilité aux subtils mécanismes de la reprise, l'Europe demeure fidèle au concept d'interdépendance récemment proné par l'OCDE. Elle y voit la seule approche cohérente et dynamique de l'avenir du monde.

La Communauté entend en effet promouvoir l'organisation d'un ordre économique international faisant prévaloir la logique de l'interdépendance sur celle du conflit.

C'est ainsi qu'elle entend aujourd'hui, dans le cadre de cette négociation, poursuivre avec les pays ACP un dialogue portant sur les objectifs de la coopération, sur l'évolution et le bon usage des instruments de la Convention, sur l'esprit du pacte qui nous lie.

.../...

Les objectifs de la coopération sont multiples. Il y a d'abord le développement des ACP. et c'est une immense entreprise: il y a aussi le renforcement des relations qui font des ACP des clients de la Communauté: il peut y avoir, à la condition qu'on le veuille, des entreprises communes, d'intérêt mutuel que nous n'avons pas encore construites sinon imaginées.

Le développement des pays ACP constitue l'objectif premier et le plus évident de notre oeuvre commune. C'est à lui que songe l'opinion européenne, c'est de lui que débat le Parlement européen.

Ils le font avec une passion réelle et leur déception est grande d'apprendre qu'après tant d'efforts si longuement consentis, les résultats ne sont pas plus substantiels.

Contrairement à ce que l'on a tendance à dire, l'Europe des citoyens ne devient pas égoïste: bien au contraire, elle devient exigeante.

Elle entend que la contribution qu'elle apporte, et pourquoi alors ne serait-elle pas plus importante, donne de meilleurs résultats.

Car les résultats concrets obtenus par la coopération internationale sont en général décevants: la pauvreté, la maladie, la malnutrition.

L'analphabétisme n'ont guère régressé: le désert non plus: et les grands ouvrages auxquels l'aide extérieure a contribué sont encore trop souvent comme des architectures dressées à la gloire des techniciens, des fonctionnaires, des financiers et des gouvernements sans effet profond sur le sort des populations.

Des censeurs se dressent pour stigmatiser le gaspillage et, même s'ils ne l'avouent pas, pour faire le procès de peuples incapables à leurs yeux de tirer partie des outils qu'on leur donne. Leurs critiques sont démesurées et leur passion les amène à nier tout ce que la coopération a réalisé de substantiel.

Il demeure que, sans de profondes modifications, la coopération ACP-CEE apparaîtrait bientôt comme inutile puisqu'elle ne vient pas à bout des maux qu'elle se propose d'atténuer et de guérir.

L'ambition n'est pas de signer quelques chèques pour se donner bonne conscience et s'assurer une clientèle: elle est de contribuer au développement.

Pour affronter ce difficile problème, le mémorandum que la Commission a publié en 1982 propose des éléments nouveaux que le Conseil des Ministres européens a bien voulu faire siens et sur lesquels un débat devra s'engager, qui ne laisse subsister aucun malentendu.

La Communauté suggère que les partenaires se mettent d'accord sur les objectifs mêmes de leur coopération. Il n'est pas surprenant qu'on ait tant attendu pour le faire. Il faut admettre en effet que faute d'une expérience suffisante, il n'était pas possible de le faire plus tôt.

Mais le temps est venu d'un accord sur les objectifs.

Ceux que la Communauté suggère ressemblent comme frères à ceux qu'a retenus le Plan de Lagos et à ceux que Caraïbes et Pacifique se sont fixés dans les documents d'orientation qu'ils ont collectivement arrêtés. S'il fallait les résumer en une phrase sans doute serait-il possible de dire que l'Europe souhaite contribuer dans chaque pays et dans chaque région au développement global des économies et des sociétés, qu'il lui apparait que dans la plupart des cas ce développement doit avoir l'agriculture paysanne comme priorité et comme thème organisateur, mais qu'il doit évidemment dépasser ce domaine, que ce développement appelle une utilisation méthodique des ressources naturelles, culturelles et humaines. Mais qu'il appelle aussi la convergence de toutes les politiques internes et des efforts externes. Développement autocentré, développement intégré. L'accord me dit-on sera facile à réaliser autour du tapis vert. Chacun voudra-t-il en tirer toutes les conséquences nécessaires ?

La Communauté est-elle aussi prête qu'elle le dit à favoriser une politique qui vise à dédier l'aide alimentaire au développement de la production dans les pays bénéficiaires avec toutes les conséquences que ceci comporte ?

Les entreprises européennes sont-elles disposées à accepter sans mot dire que les grands ouvrages où elles excellent laissent une large place à de petits ouvrages dont la réalisation requerra un effort d'adaptation de leur part et favorisera la naissance d'entreprises locales ?

Les ingénieurs, les médecins d'Europe sont-ils prêts à considérer que leur science coûte cher et qu'elle est souvent inadaptée, que le temps est venu du paysan habile, du contremaître aux pieds dans le sable, de l'ouvrier qualifié ?

Les fonctionnaires européens, les comptables et contrôleurs sont-ils prêts à se détacher de gros dossiers qui font masse et qui font gloire pour se consacrer à une foule multiforme de chantiers et d'actions qu'un éminent magistrat aura peine à son tour à saisir pour en faire la critique ?

Nos délégations sont-elles préparées à évoluer au-delà de ce qu'elles ont fait pour se mouler non sur la règle comptable, mais sur la réalité vivante ? Nos autorités budgétaires sont-elles prêtes à considérer que cette approche du développement réel est labeur intensif et qu'elle exige flexibilité à tout moment et dans le temps qui change tout ?

Mais vous sentez-vous prêts à accepter que notre modeste contribution n'a pas pour objet de renforcer l'administration centrale, la ville, la bourgeoisie dominante, les sociétés d'Etat, mais à diffuser ses effets le plus loin possible dans le corps social, sans le réveil duquel il n'y a pas de développement ? Etes-vous prêts à considérer que nos écus ne sont pas d'abord faits pour résoudre vos problèmes urgents de balance des paiements, mais pour aller plus loin et plus haut vers la création de nouveaux équilibres ?

Vos gouvernements sont-ils prêts à considérer, avec nous, qu'équipement ne veut pas nécessairement dire développement et que le développement appelle une cohérence rigoureuse, une synergie savamment conduite entre les politiques économiques internes et les contributions externes ? Tous les gouvernements veulent-ils admettre, une fois pour toutes, que la prolifération des sociétés d'Etat ne crée à elle seule ni le socialisme ni la dynamique économique, qu'elle favorise seulement la prolifération bureaucratique à laquelle il est urgent de mettre un terme.

On voit bien, à considérer les choses comme elles sont, quel peut être le contenu de ce dialogue sur les politiques que la Communauté propose à chacun de ses partenaires comme une méthode de travail, comme un processus prédécisionnel indispensable.

Il n'a pas, ce dialogue, pour objet de changer l'identité du décideur, mais d'améliorer la préparation de la décision et l'articulation de la politique nationale et régionale avec les aides sur lesquelles cette politique prend appui.

Nous aurions pu indiquer avec plus de modestie que nous suggérions de modifier les méthodes de programmation dont chacun s'entend à dire qu'elles ont été jusqu'ici trop sommaires. Mais nous avons voulu aller au-delà et souligner l'importance de l'articulation de nos interventions et de la politique nationale qui demeure l'essentiel et qu'il s'agit de renforcer.

4  
Filmed  
Rel II  
not type  
gm  
Et si quelque doute existe encore quant au dialogue sur les politiques que je supplie les interprètes de ne pas traduire "political dialogue" ou "political dialogue", il suffit d'analyser la lente et précautionneuse mise en place des stratégies alimentaires où une politique nationale enfin définie a permis de polariser, d'organiser, de rendre efficace et d'accroître une aide qui jusque-là était demeurée dispersée et de peu d'effet.

J'ajoute que parlant de dialogue, je n'imagine pas un dialogue à une voix et que, responsable de la mise en oeuvre de la Convention, la Commission s'attend à de réels et difficiles débats, qu'elle s'attend à être mise en cause. Elle en profitera pour progresser vers plus d'efficacité, vers une meilleure adaptation aux besoins de ses interlocuteurs. end 4.

Mais il serait naïf ou injuste de limiter l'analyse des objectifs de la convention au seul usage, fut-il amélioré, que les pays ACP peuvent faire des moyens qui sont mis par elle à leur disposition.

Il est des objectifs qui ne sont guère évoqués et que les pays d'Europe poursuivent avec une légitime attention. Comme le Président Mogwé l'a déclaré dans son discours de Berlin du 21 septembre "Neither side, ACP or EEC, has participated in these historical arrangements simply for the benefit of the other.

Nor either side will continue to participate in such arrangements if its own vital interest are not adequately provided for or safeguarded.

This recognition calls for a clear vision of how the future cooperation is to be established".

Parlons franc. L'Europe considère que les relations privilégiées qu'elle tisse avec les ACP doivent, par voie de retour, bénéficier à sa propre économie.

Il n'est pas besoin de démontrer que tel a été le cas jusqu'ici, et que la coopération a créé ou maintenu en Europe plus d'emplois qu'elle n'en a détruits.

Peut-être faut-il dire que l'Europe ne mérite pas d'être critiquée de ce fait. Pour un écu d'aide consentie, elle vend 10 écus de biens et services aux PVD pris dans leur ensemble, pour un même écu le Japon en vend 20, les Etats-Unis 22 et les pays de l'Est 75.

Il nous faut, et la négociation offre une excellente occasion d'y procéder, faire une analyse beaucoup plus détaillée des échanges et voir, tout en même temps, en quoi et comment nous pouvons nous ouvrir davantage aux produits et services ACP, mais en quoi aussi nous pouvons, en nous adaptant mieux à leurs réalités, répondre à leurs besoins et triompher de nos concurrents.

Mais il est certains domaines où, dans le cadre de notre coopération, et en prenant appui sur la Convention, nous devrions pouvoir faire bien plus que nous n'avons fait jusqu'ici, dans un intérêt mutuel. Il en est ainsi de la pêche, de l'énergie et des mines, et à cet égard si le Sysmin existe bien, on conviendra qu'il est beaucoup plus un instrument anti-crise qu'un outil de développement.

*start 5*  
*5*  
*FILMED BUT RUN OUT OF FILM*  
*\* PUN CUT*

C'est de tout autre chose qu'il peut s'agir. Les ACP ont des ressources souvent mal employées, l'Europe a des besoins souvent mal satisfaits; ACP et Europe peuvent-ils, à côté de la convention et prenant appui sur certains de ses instruments, développer des efforts de mutuel intérêt ? Le temps n'est-il pas venu de mettre sur pied des accords qui assurent développement des uns et sécurité d'approvisionnement de l'autre ? 6  
La Commission souhaite, par des études qu'elle produira et les propositions qu'elle fera, démontrer que la relation ACP-CEE dépasse la convention et que la convention a créé un cadre qui invite à de multiples entreprises. La Commission incline à penser que si Lomé ne devait pas être plus que la convention, si la convention ne devait pas devenir le point d'appui et le prétexte à une coopération multiforme, la convention cesserait d'être le cadre commun contre le sous-développement, l'échange inégal et la fragilité.

.../...



Elle serait bien vite un instrument juridique et financier parmi d'autres, bientôt dérisoire pour n'avoir pas su devenir, par défaut d'imagination et de volonté, le pacte d'une solidarité vraie.

Mais nous y reviendrons tout à l'heure.

Il y a un immense effort à faire pour que la convention qui lie des entités publiques provoque l'intime coopération des économies où privé et public jouent chacun son rôle. Où les entreprises jouent un rôle significatif.

#### Des instruments de la Convention et de leur meilleur usage

Cette incursion ou plutôt cette excursion vers le domaine du possible et du souhaitable peut éclairer une approche raisonnable de la Convention et des instruments qu'elle a créés.

Attendre de Lomé plus qu'elle n'a donné jusqu'ici, ce n'est pas critiquer l'oeuvre accomplie, c'est au contraire faire fond sur elle pour aller au-delà.

Cela doit être dit avec force. Dans le désenchantement des dialogues Nord-Sud, Lomé demeure un exemple, un cas unique et si tout peut en être soumis à l'analyse critique, rien ne mérite d'être remis fondamentalement en question. Améliorer, oui; inventer quand c'est nécessaire, mais ne pas prétendre tout refaire. Cette tentative comporterait plus de risques qu'elle n'offrirait de chances.

Il est maintenant utile que la Commission dise quelles réflexions sont les siennes dans le domaine de la coopération financière et technique, dans celui du Stabex, qu'elle dise aussi ses préoccupations touchant la coopération culturelle, la vie institutionnelle de la convention sans taire pourtant l'idée qu'elle se fait du montant financier total qui pourra ou devra être mobilisé.

Parlons-en sans délai de ce montant. Il doit tenir compte de la situation de l'Europe, mais de l'Europe telle qu'elle est, comme aussi de l'Europe telle qu'elle ambitionne d'être dans les 5 ou 10 ans qui viennent, puisque ne l'oublions pas, cette convention prendra effet en 1985 pour cesser en 1990. Y a-t-il un seul économiste qui oserait dire que la reprise de l'économie occidentale ne sera pas entretemps devenue une réalité ?

L'Europe doit réfléchir et ne pas appliquer ses rigueurs de temps de crise à une période plus favorable qui, chacun le pense, viendra après la reprise. L'aide au développement peut, au demeurant, être considérée comme une amplification de cette reprise.

Mais avant tout un très grand effort doit être accompli pour accroître l'efficacité de nos instruments financiers. Si les règles de gestion qui président à son action doivent demeurer rigoureuses, car cette rigueur est d'intérêt commun, il apparaît que les modalités-mêmes de cette gestion doivent continuer d'évoluer vers plus de souplesse et plus de rapidité. Un travail particulièrement attentif devra être consacré à la programmation. Elle est pour chacun un moment de vérité. Elle est pour les Etats ACP l'épreuve qui démontre si, à une liste de projets; répondant à Dieu sait quelle priorité, il est possible de substituer un programme, lui-même instrument et point d'appui d'une politique.

Dans la logique de cette démarche il nous faut avec les ACP inventer des procédures qui tiennent compte de réalités administratives qui ne ressemblent pas aux nôtres. La négociation devra être l'occasion d'une révision des manières de faire afin que le système mis en place allie sécurité et efficacité.

Bien des critiques articulées contre le FED sont injustes, il n'en est aucune qui ne mérite d'être prise en considération.

L'objectif n'est pas de faire de la nouvelle convention un carcan qui à force de précision dans le détail paralyse l'action, mais au contraire, un ensemble de règles simples et claires qui définisse les responsabilités et libère l'initiative.

A ce propos, nous n'éviterons pas un débat sur ce que certains nomment la co-gestion. Il est vrai que si la Convention fait l'objet d'une négociation et d'une approbation collectives, il est vrai aussi que la gestion du FED est assurée par un dialogue direct entre la Commission des Communautés et chacun des pays ou chacune des régions ACP. Faut-il imaginer que l'ensemble des ACP participe à ce dialogue et de quelle façon ?

Que les partisans de la co-gestion réfléchissent bien aux risques que comporterait un système où les Etats ACP pourraient apparaître comme les censeurs les uns des autres.

Non, la réflexion semble devoir porter ailleurs. Elle doit se consacrer à l'amélioration du système institutionnel tel qu'il a été défini et tel qu'il fonctionne. L'évolution de l'assemblée consultative et du comité paritaire est en chemin. Les travaux du Conseil des Ministres doivent à l'évidence être rendus plus substantiels, plus productifs, faute de quoi nul n'y participera plus. Le Comité de l'article 108 a démontré ses mérites. Toutes les sessions qui se sont tenues ont été utiles, intenses. C'est à accroître l'efficacité de cet ensemble qu'il faut se consacrer et non à bouleverser un système au risque de le paralyser en le rendant contradictoire à lui-même. Le système collectif ACP-CEE est fait pour définir, pour orienter, pour évaluer, il ne peut être fait pour gérer. Il s'y perdrait.

En ce qui concerne la BEI, la Commission souhaite qu'elle soit en mesure de s'associer plus complètement au nécessaire dialogue avec les Etats ACP de façon à améliorer l'efficacité d'ensemble des instruments de la coopération communautaire.

Du Stabex, mon intention est de dire fort peu de choses, parce que seul un débat approfondi est capable d'en permettre le perfectionnement. Il est un bon système dont le désordre du monde a transitoirement affecté l'efficacité, et qui, à l'évidence, ne peut prétendre, à lui seul, compenser le désordre du monde. Deux idées qui circulent pour remédier aux difficultés constatées, doivent faire l'objet de la part de la Commission même, des plus expresses réserves. La Commission ne pense pas qu'il appartienne à la convention, qui lie la Communauté à 63 Etats en voie de développement, d'établir un système de prix garantis pour les exportations des produits ACP vers l'Europe.

La Communauté en aurait-elle la tentation qu'elle ne le pourrait pas et qu'elle ne le devrait pas, dans l'intérêt même de ses partenaires. Les prix garantis risquent en effet de détourner les acheteurs européens de leurs fournisseurs ACP alors qu'ils n'ont déjà que trop tendance à le faire, les prix garantis conduiraient alors à des quantités garanties. Il serait déloyal de laisser croire qu'il pourrait en être question.

Un accord sucre généralisé est inimaginable. Il serait au demeurant impraticable, car si pour le sucre il existe des prix intérieurs européens qui servent de référence, il n'en existe pas pour la plupart des autres produits.

L'accord sucre ne figure pas au débat mais il est grand temps qu'en d'autres enceintes nous y puissions réfléchir ensemble : il ne peut demeurer semblable à lui-même et réellement efficace à la fois.

La seconde idée qui circule tend à considérer qu'il suffirait d'accroître le montant des crédits alloués au Stabex pour que tous les problèmes se trouvent résolus. La Commission n'ira pas jusqu'à dire que des allocations accrues seraient susceptibles de gêner le fonctionnement du système.

Mais elle est convaincue en revanche que même avec des fonds accrus le système connaîtrait des difficultés si le système productif ACP continuait à se dégrader. La vraie cause du déclin du Stabex est le déclin du système productif ACP.

Une analyse détaillée dont nous avons publié les conclusions démontre que les ACP (Afrique surtout), perdent des parts de marché face à la concurrence des pays d'Amérique du Sud et du Sud-Est asiatique. Comment accroître la compétitivité du système productif, comment le reconvertir lorsque nécessaire ? Si nous étions en position de bien répondre à ces deux questions, alors le problème de la ressource se poserait autrement.

L'esprit du pacte qui lie ACP et CEE se résume en une phrase simple à laquelle tout doit être ramené, vers quoi doit tendre tout notre effort.

Les quatre mots qui le composent doivent nous être communs :

tout pour le développement.

Oui, tout pour le développement sans lequel le désordre de la faim demeure, sans lequel la coopération est dérisoire et serait sans lendemain.

Tout, qu'il s'agisse du FED, du Stabex, de la BEI, de l'aide alimentaire, du régime des échanges, des entreprises d'intérêt commun. Tout pour le développement tel que nous avons plus haut, suggère de le définir.

Les données juridiques du pacte qui lie ou va lier quelque 75 pays sont connues, elles feront l'objet de nombreux et savants débats; mais il faut toujours en revenir à la nature profonde, à l'esprit même de ce pacte. Il nous dicte ce pacte, chemin faisant, d'entreprendre une réflexion, même si elle touche à des domaines qui ne relèvent pas de la Convention.

.../...

Roll 4  
Roll 111  
FILMED

Roll 4  
Take 1

Comment imaginer que nos débats puissent faire abstraction du problème majeur auquel sont confrontés nombre de pays ACP et dont la CNUCED à Belgrade n'a su reconnaître ni l'urgence, ni l'importance - celui de leur situation financière.

Comment un débat aussi approfondi sur les conditions et les modalités d'un redémarrage des économies des ACP pourrait-il ignorer cet obstacle au développement que constitue aujourd'hui l'endettement du Tiers-Monde. Il ne s'agit point de prétendre y porter entre nous une solution mais de mesurer de quel poids il pèse et quelle difficulté il crée sur la voie du développement des échanges. Qu'on l'y appelle ou non la dette hantera la salle de la négociation, alors autant en parler un instant pour en dire ce que l'on peut en dire.

Nul ne songe à nier le principe du remboursement de la dette, mais il faut enregistrer que l'endettement a été l'une des causes du maintien d'un taux d'activité substantiel dans les pays industrialisés, et qu'à défaut de l'endettement du Tiers-Monde acheteur, le chômage aurait été encore plus important en Europe; ainsi, en traitant de la dette, c'est de l'avenir de ses propres activités productrices que l'Occident se préoccupe. La Convention de Lomé n'aborde pas directement cette question, mais l'Europe ne pourrait sans renier l'esprit de Lomé, refuser de prendre en considération sinon en compte par les modalités de ses concours financiers un problème qui obsède bien des gouvernements et constitue une menace pour l'avenir de leurs relations avec nous parce qu'il menace leur avenir tout court. En d'autres termes, ici comme ailleurs Lomé est plus qu'une convention, plus qu'un texte juridique, c'est une idée, c'est une volonté.

Lomé n'est pas le monde, une convention aussi bonne soit-elle ne pourra se substituer au nécessaire dialogue Nord-Sud ni assumer seule la réalité de l'interdépendance, mais Lomé peut être, doit être un exemple de relations interrégionales durables, sûres, équitables et fondées sur le respect des choix idéologiques des partenaires.

C'est aussi cela l'esprit de Lomé.

.../..

Se détachant de l'Europe, l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique perdraient un irremplaçable appui, sans les ACP. L'Europe n'a pas la dimension qu'elle veut et doit avoir.

Il n'y a d'avenir pour nos peuples que si, refusant de se soumettre à la fatalité des affrontements Est-Ouest (dans lesquels ils ne servent que de détonateurs ou de champs de bataille), ils imaginent cette communauté d'intérêt sans laquelle rien pour eux ne sera possible.

La Convention n'est pas, ne peut pas être seulement une structure de liens juridiques, financiers et techniques entre Etats. Si elle n'était que cela, si elle ne provoquait ni ne favorisait le foisonnement de relations et d'initiatives économiques, commerciales rendant les économies plus complémentaires, si au-delà des structures étatiques, toutes les capacités de faire n'étaient pas provoquées à se mettre en branle, la convention ne serait qu'un acte diplomatique, elle ne serait pas ce qu'elle veut être : le noyau d'un effort articulé de croissances synégiques. Du financier à l'économique, de l'économique au global, au culturel tel est le chemin de la coopération. Le développement ne se réduit pas en une collection d'objets importés et construits, mais s'appuie sur des êtres et des sociétés dont il mobilise les capacités créatrices et les systèmes d'organisation. S'ils ne veulent pas subir de processus réductionniste, les pays du Tiers-Monde ne peuvent que compter sur leurs propres forces, en opérant des choix fondés sur des critères et des objectifs qu'ils se seront à eux-mêmes définis. Ainsi le processus de développement s'étoffe de façon authentique, nourri de ces composantes trop souvent ignorées ou négligées que sont la culture et l'environnement. Il s'appuie sur l'éducation, la science, la maîtrise technique, comme prolongement d'une identité, d'une culture, d'une spécificité. Alors le Sud, sans se renier, devient pour le Nord cet interlocuteur véritable dont celui-ci a essentiellement besoin. Alors seulement, l'exigence de co-développement n'est plus un message vain. Introduire la culture comme dimension substantielle de nos relations avec le Tiers-Monde et en particulier du contrat qui nous lie aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ce sera accomplir un acte profondément novateur, car ce sera inscrire le projet culturel, le dialogue interculturel, au coeur même de notre coopération.

La coopération culturelle n'implique nullement à nos yeux la mise en place d'instruments spécifiques, mais doit être considérée comme l'objectif donnant tout son sens à la Convention.

Cela n'est pas un simple postulat; faire de l'homme dans sa diversité ethnique, culturelle, religieuse à la fois l'acteur et le bénéficiaire du développement est le gage de la cohérence et de l'efficacité de toute notre action.

Les ACP doivent comprendre que lorsque nous parlons de l'Homme, par tradition et par culture, nous pensons aussi Droits de l'Homme.

Notre ambition en souhaitant avoir un débat sur ce sujet n'est pas de donner leçon.

Il n'est même pas de prétendre que notre système soit le seul possible, il est de rechercher, par échange, une mutuelle compréhension, et vérifier que dans ce domaine essentiel, une même angoisse, une même recherche existe.

C'est l'homme qui sera l'ouvrier des actions thématiques de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine naturel et forestier, c'est la femme qui sera le moteur du changement de sa condition sociale, du mode de vie de la famille, de l'éducation des enfants, c'est le paysan qui sera le héros de la lutte contre la faim et la malnutrition et, par conséquence, du développement industriel du Tiers-Monde.

Sans prise en compte de cette dimension humaine, notre politique de développement serait non seulement sans espoir, mais elle serait sans signification.

Mais si à l'occasion de cette négociation dont vous avez dit à Berlin, Monsieur le Président, qu'elle déterminait l'avenir de nos pays jusqu'en-delà du carrefour des siècles, si à l'occasion de cette négociation nous devons aborder et traiter quelques sujets essentiels et esquisser quelques orientations qui dépassent l'immédiat besoin, alors nous pourrions nous demander si nous n'avons pas la capacité et donc le devoir de créer entre nous des liens plus durables. L'argent n'est utile que pendant l'instant où il circule pour favoriser l'échange. L'accord sur les objectifs peut créer des liens tout autres, ceux-là mêmes que nous cherchons les uns et les autres.

.../...

over

Roll 4 take 2  
1 on 1  
Roll 4 take 2

FILMED TILL  
END OF SPEECH

Pendant dix mois de négociations nous n'aurons à répondre en fait qu'à une seule question : la convention est-elle un contrat financier, est-elle un pacte politique ?

Pour la Commission elle est un pacte politique qui contribue à la définition de l'Europe et à l'équilibre du monde les instruments dont elle dispose doivent y être adaptés. ]

*l'art contingents*

\* \* \*



Roll 1 Arrivals + Ambiance Salle.

1 La Grype 1.30.

Botsman 4.30

Pisani ① 7.00

② 1.00

③ 2.00 Chang hth

Roll ④ 3.00

⑤ 4.00 +-

④ ⑥ 1.30

⑦ 2.15.

+ cutanys  
+ Reception on Roll 4.

Plans couple Salle reunion Kirschberg.  
~~Reception + Exterior Kirschberg.~~

Roll 3

Roll 1 arrivals + Greek + Botsman

2. Pisani

3 cutanys

4 Pisani + cutanys.

Roll #5 - Reunion KRP/22 Nagatare arrivals in Salle de la  
mte. son ambient

1/2

TIMECODE						SHOT DESCRIPTION		
From			To			VF 090		
Hr	Min	Sec	Hr	Min	Sec	14 ST 16mm COULEURS MUETS		
	3	00				ST 1829 : Programme des N.U. pour l'environnement : échange de lettres avec la CCE (M ANDREOPOULOS)		
				3	50	0'51" Bruxelles 21.06.83		
	4	01				ST 1833 : Conseil des Ministres des CE : Affaires étrangères ss la présidence de M. CHARALAMBOPOULOS		
						03'07" Bruxelles 08.07.83		
	7	18		7	08	ST 1834 : Conseil des Ministres des CE : Aff.étrang. - Agriculture - Economie		
						4'09 Bruxelles 30.08.83		
	11	37		11	26	ST 1837 : Négociations ACP/CEE pour le renouvellement de la Convention de Lomé ("Lomé III") avec la participation de MM Charalambopoulos, MOGWE, Edgard PISANI		
				14	21	02'45" Luxembourg 06/07.10.83		
	14	32				ST 1844 : réunion de concertation entre le P.E., le Conseil des CE et la Commission des CE		
				16	02	1'30" Bruxelles 08.12.83		
	16	12				ST 1847 : visite du ministre français des affaires éco- nomiques, M.Roland DUMAS, à la CCE - G.THORN		
				18	10	01'59" Bruxelles 13.01.84		
	18	21				ST 1852 : Conseil des Ministres des CE : Affaires étrang. présidence M.Claude CHEYSSON		
				20	01	01'41" Bruxelles 20.02.84		
	20	12				ST 1856 : Conseil des Communautés européennes : Agriculture		
				23	39	03'28" Bruxelles 26-27.03.84		



Directorate-General  
Information, Communication, Culture

COMMISSION  
OF THE EUROPEAN  
COMMUNITIES

Bureau de Production

Brussels (02) 235.21.23 tlix. 61979 comrtv b

Fax. (02) 230.12.80

## VIDEO TAPE RECORDING REPORT

VHS + Burnt In T/C fait le : \_\_\_\_\_

Archive Fiche de Travail No : \_\_\_\_\_

**DISPOSAL INSTRUCTIONS** Likely to be of interest to archives    yes / no

Erase After ..... 19..... / Refer To ..... / Other .....

ERASURE AUTHORISED BY : Production : Archives : Responsible :

## NOTES

TECHNICAL DETAILS Line up is EBU bars (75 % chroma 100 % lum and Odbm tone), 625/50 PAL/COMPONENT

Record Machine No : ..... (VPR 300/ACR 225/KRM 800/CVR 70/CVR 75/ BVU 800/BVW 40/VPR2/ .....)

Camera ..... Engineer/Cameraman ..... Source M/C .....

Timecode VITC T/C Yes/~~No~~ LTC T/C Yes/~~No~~ (track 3/.....) User Bits ? .....

VITC IDENTICAL TO LTC : Yes/~~No~~ LTC : \_\_\_\_\_ VITC \_\_\_\_\_

**Sound Noise Reduction System :**

		tracks	duration
TRACK 1	mute/sync/	MUTE 1	ON/OFF
TRACK 2	mute/sync/	"	ON/OFF
TRACK 3	mute/sync/	"	ON/OFF
TRACK 4	mute/sync/	"	ON/OFF

### Transmission Details

Clock : Yes/No Vision Completed : .....

Sound Completed : .....

EEC TV STUDIOS Brussels

BETACAM/BETACAM SP/MIR

1" C/DINZBVDI(HB)/

~~ORIGINAL~~/MASTER/~~COPY~~

~~COPY OF~~

Proq. No :

Tape No. \_\_\_\_\_

Date :

Prod. No.

Responsible

TITLE: Kanashiro's Police - VF 90

Version/Language :

For :

Duration :

5842

## Technical Report

## TO CONTENTS

[illegible]